

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83000 Toulon

Marseille, le 16/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES

CS 70 037 - ZI Consacs
458 Bd Bernard Long
83175 Brignoles cedex
83170 Brignoles

Référence : D-UD83-2026-0011

Code AIOT : 0006400245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES implanté lieux dits "L'éouvière", "clos pouiri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale visant la sobriété hydrique des ICPE. Afin de continuer à sensibiliser les industriels, de les préparer aux conséquences du réchauffement climatique qui augmente le stress hydrique et les sécheresses sur notre territoire mais aussi de répondre à une recommandation du rapport de la mission sur la « sobriété hydrique des ICPE », des inspections sont menées afin notamment de fixer de nouveaux plafonds de prélèvements pour un certain nombre d'ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES
- lieux dits "L'éouviere", "clos pouri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas
- Code AIOT : 0006400245
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOMECA exploite actuellement une carrière de roche massive et des installations de traitement des matériaux au lieu-dit « La Catalane » sur les communes de Callas et La Motte.

La carrière est classée à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et son activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 14/03/2012 modifié par les APC du 11/09/2014, du 27/04/2018 et du 14/11/2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	Demande d'action corrective	3 mois
2	Respect du volume autorisé	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Prescriptions complémentaires	cf. projet d'APC
3	Sobriété hydrique en situation pérenne (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1 – nota 7	Demande d'action corrective	3 mois
7	Déclaration obligatoire en période de sécheresse (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site SOMECA de la Catalane fait l'objet d'une démarche de maîtrise des prélèvements en eau, matérialisée dans un plan de sobriété hydrique. Les efforts portent principalement sur le recyclage de l'eau utilisée pour le lavage des matériaux et sur la valorisation des eaux de pluie récupérées sur le site, incluant des capacités de stockage permettant de ne pas prélever pendant la période estivale de tension sur les ressources. Des économies d'eau de l'ordre de -20 % sont faites depuis 2019 par rapport aux conditions d'exploitation antérieures et des économies supplémentaires de l'ordre de -40 % sont envisagées à échéance 2028. L'ambition du PSH est donc cohérente avec les attendus. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé à Monsieur le Préfet pour encadrer les prélèvements autorisés sur le site, au plus près des besoins actuels. Le plan de sobriété hydrique établi par l'exploitant est à amender, pour proposer des scénarios de gestion des situations de sécheresse plus étayés et intégrer certains aménagements pour la maîtrise des prélèvements en fonctionnement pérenne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
Prescription contrôlée : [...] Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou canalisations), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin. [...]
Constats : Des schémas ont été fournis, sous forme de trois vues aériennes, sur lesquelles sont figurés les arrivées d'eau, les stockages, les transferts, les équipements alimentés et les compteurs (8). Sur ces schémas sont aussi figurés les flux de ruissellement, les ouvrages de collecte, les points de rejet et les ouvrages de prétraitement associés. Les points suivants n'apparaissent pas clairement : - la récupération des eaux de ruissellement et des eaux perdues au niveau de l'installation de traitement et leur recyclage vers le bassin d'eau claire ; - la position du compteur de fond de carrière, en amont de la vanne manuelle permettant de diriger les eaux de ruissellement vers le milieu naturel, si besoin ;

<ul style="list-style-type: none"> - l'absence d'alimentation des installations Colas au niveau de la base vie ; - le comptage des flux circulant dans l'installation de traitement, qui se fait de façon indirecte, via des compteurs horaires comptabilisant le temps de fonctionnement des pompes et la capacité nominale des pompes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Actualiser le schéma sur les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Figurer la récupération des eaux au niveau de l'installation de traitement • Préciser la position du compteur de fond de carrière • Supprimer la mention de la société Colas parmi les usages associés à la base vie. • Figurer le comptage indirect des flux d'eau circulant dans l'installation de traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Respect du volume autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau en fonctionnement courant
Prescription contrôlée : [...] <p>« Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser :</p> <p>« 75 m³/h ni 75 000 m³/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW ;</p> <p>« 200 m³/h ni 200 000 m³/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW. »</p> <p>L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.</p> <p>Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées. « Les rejets des eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits. »</p>
Constats : L'installation de traitement des matériaux a été autorisée avec une puissance installée de 4200 kW ; elle relève donc du plafond de 200 000 m ³ /an prévu par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Ce plafond n'a jamais été dépassé, d'après les données déclarées dans GEREPA depuis 2021 et les données reprises dans le PSH pour les années 2014 à 2024 . Il n'existe pas de prescription propre au site concernant le volume d'eau prélevable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé à Monsieur le Préfet pour encadrer les prélèvements en eau du site SOMECA de La Catalane au plus près des besoins réels de l'exploitant, en cohérence avec l'enjeu de gestion de la ressource en eau sur les sites prioritaires identifiés à l'échelle de la région PACA.

Les valeurs envisagées à court terme et sans préjuger des économies à venir sont :

- 200 000 m³/an, en cohérence avec le besoin maximum historique (203 288 m³ en 2020) et le seuil fixé par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 pour ce type d'installation.
- 1400 m³/j du 15 septembre au 15 mai et 0 m³/j du 15 mai au 15 septembre, en cohérence avec le débit fourni par la SCP observé du 14/11/25 au 21/11/25 et le fonctionnement du site.
- 60 m³/h du 15 septembre au 15 mai et 0 m³/j du 15 mai au 15 septembre, sur la base d'une alimentation en continu 24h sur 24h.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 3 : Sobriété hydrique en situation pérenne (ACI DVS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau en fonctionnement courant

Prescription contrôlée :

Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :

1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors.

2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées.

Pour les établissements, en excluant les activités visées à l'article 3-1° de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 2023, le PSH devra définir des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau de gravité.

Il sera tenu à la disposition de l'IIC.

Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

Un plan de sobriété hydrique (PSH) a été établi par l'exploitant en 2023, actualisé sur le modèle de la version 2 diffusée par la DREAL depuis février 2025. Le PSH donne une vue d'ensemble de la gestion de l'eau sur le site SOMECA de la Catalane et des efforts engagés pour maîtriser sa consommation. Ce PSH s'inscrit dans une démarche plus large portée par l'exploitant sur ses différents sites, intitulée "SOMECA en transition", visant une réduction de 50 % des prélèvements à échéance 2030, par rapport à 2015 (hors pluvial) et d'être autonome en situation de sécheresse.

Le besoin en eau moyen constaté entre 2019 et 2024 est de 176 000 m³/an, soit approximativement 15 000 m³/mois. Ces besoins sont à rapporter à une production moyenne de 900 000 t/an, parmi lesquels 400 000 t de matériaux lavés, pour un volume maximum d'extraction autorisé de 1 250 000 t/an.

Deux ressources sont mobilisées en complémentarité : l'eau de la Société du Canal de Provence (SCP) provenant de la retenue de Saint-Cassien (et/ou du Verdon) et les eaux de pluie collectées sur le site. La part de l'eau de pluie est en moyenne de 28 % sur la période 2019-2024 mais elle est nulle sur les années 2022, 2023 et 2017, correspondant à des années de sécheresse.

L'usage principal est le lavage des matériaux dans l'installation de traitement (159 400 m³/an d'après les chiffres du PSH). Les autres usages sont marginaux en comparaison : 2000 m³/an pour l'abattage des poussières ; 300 m³/an pour le lavage des engins et de certains équipements ; 103 m³/an pour les usages domestiques. On note que l'évaporation du bassin de stockage d'eau (appelé « bassin œil ») est estimée à 12 000 m³/an, soit le deuxième poste d'utilisation de l'eau après le traitement des matériaux.

L'exploitant considère qu'un tiers du gisement serait inutilisable sans lavage. Le lavage est présenté par l'exploitant comme la meilleure alternative environnementale, meilleure notamment que le chaulage, source d'émissions de CO₂.

L'eau utilisée pour le lavage des matériaux est recyclée. Le taux de recyclage est estimé par l'exploitant à 83 %.

Le PSH met en avant la baisse de 21 % constatée sur le prélèvement inter-annuel moyen entre la période 2014-2018 et la période 2019-2024. Cette baisse est également visible sur la consommation spécifique, qui passe de 0,53 à 0,46 m³/tonne de granulats lavés, entre les deux périodes considérées, soit une baisse de -13 %. Cette baisse ne semble pas liée à une action en particulier mais elle peut être associée à une optimisation progressive du fonctionnement du clarificateur, à la modification des sprinklers et à un changement de floculant.

L'exploitant se positionne par rapport à des valeurs de référence produites par la profession, comprises entre 0,3 et 0,4 m³/t. La consommation spécifique du site est supérieure à ces valeurs de référence, mais l'écart semble pouvoir s'expliquer par la nature du gisement, caractérisée par une forte teneur en argile, et par la volonté de l'exploitant d'optimiser sa valorisation, impliquant de mobiliser des volumes d'eau plus importants que sur des gisements de meilleure qualité. La consommation d'eau peut varier d'une année sur l'autre, en lien avec la qualité du gisement rencontrée, qui est hétérogène, mais aussi la pluviométrie (la pluie rendant la séparation des argiles plus difficile) et l'opérateur.

Avec un bassin de stockage de 100 000 m³, dont la capacité représente près des deux tiers du besoin annuel (176 000 m³), les prélèvements sur le réseau SCP peuvent être décorrélés des usages et réalisés en dehors de la période estivale correspondant à une période de tension sur la ressource : le remplissage commence le 15 septembre, jusqu'à que le bassin soit plein et se termine au plus tard au 15 mai.

Le plan d'action présenté dans le PSH couvre la période 2020-2028. Le total des investissements réalisés et envisagés s'élève à 2 476 k€ ; les investissements déjà réalisés s'élèvent à 468 k€, les deux actions déjà réalisées les plus onéreuses étant la reprise de l'étanchéité du bassin œil et le nanocyclonage, processus de séparation liquide/solide permettant d'optimiser la valorisation du gisement ; les autres actions réalisées portent sur la modernisation de l'arrosage des pistes,

<p>l'installation de compteurs, la récupération des eaux de l'installation de traitement et du ruissellement autour de l'installation de traitement.</p> <p>Les deux principales actions à venir sont la récupération des écoulements intermittents du vallon de la Catalane et l'installation d'une presse à boue (ou système équivalent de type vis à boue). Le recours aux eaux du vallon de la Catalane permettrait de récupérer jusqu'à 50 000 m³/an et de diminuer d'autant le prélèvement sur le réseau SCP (hormis en période de sécheresse). La presse à boue permettrait une économie de 66 000 m³/an (soit -37 %) en optimisant le taux de recyclage de l'eau, et une réduction équivalente du prélèvement, y compris en période de sécheresse. Une action est également envisagée, ponctuelle, de recherche de fuites sur la conduite d'alimentation enterrée de l'installation de traitement. La couverture du bassin œil a été envisagée pour limiter les pertes par évaporation mais elle n'est pas programmée pour le moment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Actions correctives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Résorber la fuite constatée au niveau de la citerne de stockage alimentant la base vie. • Installer un compteur supplémentaire pour évaluer le volume d'eau récupéré au niveau de l'installation de traitement et affiner le calcul du taux de recyclage. • Consolider la valeur des prélèvements 2024 (95 621 m³ déclarés dans GEREPE vs. 103 205 m³ dans le PSH).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACI DVS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des restrictions en situation de sécheresse + exemptions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vigilance : Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site</p> <p>Alerte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de : 10 % - Registre journalier à disposition des services de contrôle. <p>Alerte renforcée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 20 % - Registre journalier mis à disposition des services de contrôle. - Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle)

Crise :

Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut.

Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.

Les réductions mentionnées [dans le tableau] ci-dessus sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.

Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :

1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors.

2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées.

Pour les établissements, en excluant les activités visées à l'article 3-1° de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 2023, le PSH devra définir des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau de gravité.

Il sera tenu à la disposition de l'IIC.

Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

Le PSH indique que la ressource SCP vient du système Saint Cassien. L'origine de l'eau utilisée devra toutefois être consolidée avec le fournisseur pour préciser la zone d'alerte associée. L'eau acheminée par la SCP a deux origines possibles, le système Saint Cassien ou le système Sainte Croix.

Le prélèvement ne se fait pas dans la retenue de Saint Cassien donc le code masse d'eau n'est pas FRDL107 mais FRDRFICTIF 3 (ou 2).

Les zones d'alerte du 83 ont été redéfinies par l'Arrêté Cadre Départemental (ACD) du 1^{er} juillet 2025 : la zone d'alerte couvrant les communes de La Motte et Callas est désormais identifiée comme la zone « Argens ».

L'ACD du 1^{er} juillet 2025 prévoit à l'article 9 que l'utilisation des eaux de pluie récupérées sur le site n'est pas susceptible de restriction en situation de sécheresse (à bien distinguer des eaux du vallon de la Catalane provenant de l'amont du bassin versant, assimilables à des eaux brutes de surface).

Le volet I du PSH indique que les prélèvements sur le réseau SCP sont interrompus du 15/05 au 15/09 et la possibilité supplémentaire de suspendre les prélèvements pendant 2 mois consécutifs, à condition que le bassin soit suffisamment rempli, c'est-à-dire à plus de 1/3 de sa capacité soit 30000 m³.

Le volet III du PSH indique des mesures progressives de réduction à envisager en complémentarité et progressivement selon le stade de la crise :

<ul style="list-style-type: none"> - Vigilance : Vérification des réseaux pour détecter une éventuelle fuite et sensibilisation du personnel par affichage ; - Alerte : Interdiction de laver des engins (sauf impératif), interdiction pour les Poids Lourds bâchés d'utiliser la rampe d'arrosage des chargements, attention particulière à l'optimisation du fonctionnement des décanteurs, sensibilisation ou information du responsable d'exploitation du changement du niveau de sécheresse, relevé hebdomadaire des compteurs ; - Alerte renforcée : mesures d'alerte reconduites ; en cas de prélèvement SCP : Limitation de la production de la laverie à 50 h/semaine ; en cas de fonctionnement sur le bassin œil de La Catalane : pas de limitation de production ; - Crise : En cas de prélèvement SCP : limitation de la production de la laverie à 40 h/semaine ; en cas de fonctionnement sur le bassin œil de La Catalane : pas de limitation de production. <p>Des valeurs de débit horaire sont proposées pour la gestion des situations de sécheresse dans le volet 3 du PSH, en situation d'alerte renforcée (895 m³/j) et de crise (740 m³/j). Ces valeurs doivent être consolidées.</p> <p>Une valeur est également attendue pour le stade Alerte.</p> <p>Les valeurs proposées ne peuvent pas être évaluées, du fait que le calcul du volume de référence réglementaire n'a pas été réalisé (cf PC n°5).</p> <p>La fréquence de relevé hebdomadaire prévue dans le PSH ne correspond pas à la fréquence prévue par les ACD et l'ACI, qui prévoient un relevé journalier des débits, dès le stade d'alerte.</p> <p>Il n'y a pas eu de restriction d'usage sur la ressource stockée en 2024 et 2025, permettant d'observer la mise en œuvre effective des mesures prévues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Actualiser le PSH pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ consolider l'origine de l'eau avec la SCP, le code masse d'eau et la zone d'alerte associés ○ consolider les valeurs proposées pour la gestion des situations de sécheresse, dans la situation où le bassin œil serait vide ○ chiffrer les mesures proposées au stade de l'Alerte et le débit maximum prélevé correspondant ○ prévoir un relevé journalier des prélèvements dès le stade de l'Alerte
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse (ACI DVS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1 – nota 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à un volume de référence défini à l'article 2. II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, « le prélèvement d'eau moyen journalier »</p> <p>Art. 2-II de l'AM du 30 juin 2023 :</p> <p>« II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le</p>

<p>prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas renseigné l'onglet IV du PSH et n'a pas calculé le volume de référence ni les volumes correspondants à observer en situation de sécheresse, en application de l'arrêté cadre interdépartemental du 26 juin 2024 pour la gestion des ressources stockées, applicable au site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Actualiser le PSH et calculer le volume de référence et les débits à observer en situation de sécheresse correspondant aux taux de réduction par défaut prescrits par l'arrêté cadre sécheresse, pour l'année en cours. Le calcul sera établi sur la base du besoin total, sans considérer l'appoint réalisé avec l'eau de pluie (l'eau de pluie n'entre pas dans l'assiette des volumes soumis à restriction en application de l'arrêté cadre départemental), c'est-à-dire en se plaçant dans la situation où le bassin œil serait vide.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Données de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>[...]</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments des installations mentionnées aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants des installations mentionnées au I de l'article 1er.</p>

[...]

Constats :

Le PSH indique une fréquence de relevé mensuelle en 2024 et une fréquence hebdomadaire depuis juillet 2025 ; l'exploitant indique que la fréquence hebdomadaire observée depuis le mois de juillet est conjoncturelle et provisoire.

Le suivi hebdomadaire doit être pérennisé, en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 concernant les établissements consommant plus de 100 m³/j.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une copie de son registre de prélèvement attestant de sa capacité à réaliser des relevés hebdomadaires de sa consommation.

L'exploitant est informé par ailleurs du fait que l'arrêté cadre sécheresse applicable au site prévoit un relevé journalier à partir du stade de l'alerte et qu'il doit avoir les moyens d'assurer cette fréquence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse (ACI DVS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF

Prescription contrôlée :

Alerte renforcée :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 40 %
- Registre journalier mis à disposition des services de contrôle.
- Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle)

Crise :

Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut.
Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.

Art.2-IV de l'AM du 30 juin 2023

Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

<p>Constats :</p> <p>La part de l'eau de pluie récupérée et réutilisée dans l'alimentation du site est en moyenne de 28 % sur la période 2019-2024.</p> <p>En sus de cela, la part de l'eau recyclée dans l'installation de traitement est estimée à 83 % (sur la base d'un flux total recirculé estimé à 950 000 m³ estimé via le comptage du temps de fonctionnement et la capacité nominale des pompes) et du complément d'eau apporté à l'installation estimé à 162 110 m³ : $(950\,000 - 162\,110) / 950\,000 = 83\%$).</p> <p>L'installation est donc exemptée de l'obligation de déclaration hebdomadaire des volumes prélevés lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur (article 2-IV), au titre de l'article 3.3 de l'AM sécheresse du 30 juin 2023.</p> <p>L'exploitant doit néanmoins formaliser un cadre d'autosurveillance dédié à la gestion de l'eau dans l'application GIDAF, pour l'identification des milieux de prélèvements et des volumes autorisés, en application de l'article 4 alinéa I.1 et alinéa III du même arrêté et à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Aucun cadre de surveillance n'avait été paramétré dans GIDAF à la date de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Renseigner le cadre GIDAF d'autosurveillance dédié à la gestion de l'eau : milieu de prélèvement (système hydraulique Saint-Cassien), coordonnées (compteur SCP), fréquence de mesure (hebdomadaire), fréquence de transmission (sans contrainte réglementaire), volumes autorisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>